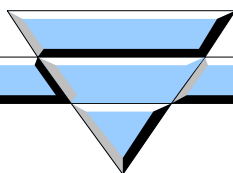


MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES LILLE
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES
123, rue nationale – BP 765 – 59034 LILLE
Tél. 03.20.63.66.66**



**REAMENAGEMENT QSL AU PROFIT DU SPIP
LA MAISON D'ARRET DE VALENCIENNES (59)**

Cahier des clauses Techniques particulières (CCTP)

**Section technique 01 – Désamiantage – Curage -
Démolition**

**n°XXXX DISP 59 Réaménagement QSL au profit du SPIP
MA VALENCIENNES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 - DECONSTRUCTION/CURAGE	4
2.1 Généralité	4
2.2 Qualification	4
2.3 Découvertes	5
2.4 Normes et règlement	5
2.5 Prescriptions environnementales	5
2.6 Descriptions des travaux	5
2.6.1 Travaux de dératisation, désinsectisation et désinfection	6
2.6.2 Disposition vis-à-vis du curage et désamiantage.	6
2.6.3 Travaux de curage	7
2.6.4 Travaux en présence de, peinture et plomb	10
2.6.5 Travaux de démolition	10
2.6.6 Gestion des déchets de curage et de démolition	11
2.6.7 Dispositions pour la réduction des nuisances	12
2.7 Dossier des ouvrages exécutés	13

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales

Voir § article 1 et 2 des dispositions générales

Article 2 - Déconstruction/curage

2.1 Généralité

Dans le cadre de l'opération de réaménagement du QSL au profit du SPIP, les opérations de curage, démolition partielle et désamiantage correspondent au :

- Curage de toutes l'électricité, plomberie et CVC et menuiseries intérieures et extérieures (seules la porte du pignon sera conservée) du bâtiment partie QSL
 - Démolition partielle de cloisons
 - Démolitions des bacs de douches et de leurs socles et des maçonneries associées (séparation)
 - Désamiantage de tous les matériaux amiantés indiqués dans le rapport DISP LILLE 35085 17.06.24 Ade AMIANTE DIAGNOSTIC.
- Le désamiantage des fenêtres du R+1 côté partie surveillant sera mis en option.

Voir les documents suivants :

- Plan 03a - Etat existant
- Plan 05 - Gros œuvre - Dépose - Localisation amiante
- Annexe 1a - Tableau dépose désamiantage gros œuvre cloisonnement

Les bâtiments ont fait l'objet de diagnostics amiante, documents joints au dossier de consultation des entreprises. En tout état de cause, il appartient au titulaire d'intégrer dans son offre toute sujétion afin d'assurer les prestations de désamiantage, de curage, de démolition, de remise en état et de sécurisation du site.

En particulier, sont considérés comme connus :

- Le résultat du diagnostic de recherche d'amiante effectué par le Maître d'Ouvrage ;
- Le terrain et ses sujétions propres ;
- La nature des existants avant désamiantage et déconstruction ;
- Les contraintes relatives au fonctionnement du site durant les travaux ;
- Les contraintes relatives au phasage et à la coactivité durant les travaux ;
- Les modalités d'accès par la voirie ;
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement ;
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité ;
- La protection des abords et accès lors des travaux de démolition.

Remarque :

Le diagnostic avant démolition n'ayant pas en été réalisé (présence actuelle des occupants), si d'autres matériaux amiantés apparaissaient, l'entreprise devrait pouvoir réaliser ces nouveaux désamiantages. La régularisation de ces travaux se fera au cas-par-cas.

2.2 Qualification

L'entreprise devra présenter la ou les qualification(s) requise(s) spécifique(s) à la nature des prestations réalisées ou sous-traitées, et notamment :

- Pour les travaux de désamiantage : qualification Qualibat 1552 « Traitement de l'amiante » ou équivalent ;
- Pour les travaux de démolition : qualification Qualibat 1112 Travaux de démolition (technicité confirmée) ET références équivalentes
- Pour la qualification Qualibat 1552 ou équivalent, l'entreprise devra également fournir l'extrait du document unique d'évaluation des risques prévus à l'article R.4121-1 qui permet de justifier les activités qui ont été déclarées aux organismes certificateurs
- Les éventuels sous-traitants ou tout personnel intervenant en zone devront eux aussi présenter des qualifications similaires à l'égard de leurs domaines d'intervention.

2.3 Découvertes

Dans le cas où les travaux feraient apparaître une présence d'amiante ignorée par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre devra en être informé. Les travaux dans la zone considérée devront être interrompus en attente d'instruction du maître d'œuvre.

Les dépenses justifiées entraînées par les stipulations du présent article ne sont pas à la charge de l'entreprise.

2.4 Normes et règlement

Les normes, arrêtés et décrets visés par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du lancement de la consultation, sauf pour ceux dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Toute dérogation aux dispositions prises dans les différents textes de référence, ainsi que dans le présent document, doit impérativement être proposée clairement au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, qui en décide l'adoption ou le rejet.

Cette décision est stipulée par lettre accompagnée des documents nécessaires à la bonne exécution des ouvrages.

Les travaux de mise en œuvre doivent alors être strictement conformes aux nouvelles dispositions et ne doivent commencer qu'après réception de la lettre d'accord.

Le titulaire doit fournir dans les deux semaines suivant l'ordre de service, au maître d'œuvre, coordonnateur SPS et bureau de contrôle tous les documents suivants nécessaires à la préparation du chantier :

- Le programme d'exécution des travaux (description des procédures, matériels, modes opératoires...) ;
- Le calendrier d'exécution des travaux ;
- Le PPSPS ;
- Le plan d'installation de chantier ;
- Le projet de plan de retrait.

Le titulaire doit, préalablement à sa diffusion aux organismes de prévention, soumettre le Plan de retrait au maître d'œuvre. Le titulaire diffusera le plan de retrait aux organismes de prévention après accord du Maître d'œuvre.

2.5 Prescriptions environnementales

Tous les impacts du chantier sur l'environnement devront être limités.

Lutte contre les nuisances subies par le personnel : Le titulaire du présent lot doit particulièrement veiller à respecter l'environnement particulièrement en ce qui concerne les nuisances sonores et le contrôle des émissions de poussières.

Maîtrise des déchets de chantier :

Le titulaire aura la responsabilité de tous les produits provenant du désamiantage et du curage et des bâtiments. Tous les déchets sont envoyés vers les filières appropriées, et font l'objet de l'établissement d'un éventuel Bordereau de Suivi de Déchet Industriel (B.S.D.I.) et Bordereau de Suivi des Déchets Amiante (B.S.D.A.) avant tout démarrage des travaux.

Le titulaire du présent lot s'engage à réaliser le tri sélectif lors de la phase curage et le strict respect des filières de traitement des déchets en privilégiant le recyclage.

D'une manière générale, le titulaire s'engage à respecter la charte chantier vert applicable à l'opération.

2.6 Descriptions des travaux

Avant tout début des travaux, il sera établi un état des lieux contradictoire entre le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le titulaire. Ce document comprendra des photos commentées, ainsi qu'un plan de repérage des prises de vues. Ce document sera établi au compte du titulaire par constat d'huissier.

2.6.1 Travaux de dératisation, désinsectisation et désinfection

Le titulaire du marché devra faire procéder, par une ou plusieurs entreprises spécialisées, à la dératisation régulière, désinsectisation et désinfection des ouvrages. Cette prestation comprend également la gestion et le traitement des fientes et cadavres de pigeons et tout autre volatile. Ces opérations sanitaires devront obligatoirement être réalisées par une entreprise spécialisée avant le démarrage des opérations. Chaque intervention doit faire l'objet d'un rapport.

2.6.2 Disposition vis-à-vis du curage et désamiantage.

Avant démarrage des travaux de curage et de désamiantage dans les zones concernées, il devra être réalisé :

- Le marquage signalétique de l'ensemble des éléments contenant de l'amiante, ou susceptible d'être pollué à l'amiante afin d'éviter toute dépose accidentelle hors procédures définies dans le plan de retrait.
- La consignation des réseaux présents dans les zones exemptes de tous risque amiante ;

L'attention du titulaire est attirée sur la nécessité du maintien en activité de l'établissement suivant le phasage joint au présent dossier.

Le désamiantage concerne :

Partie bâtiment QSL - CPIP		Amiante
Locaux	Surface	
RDC	48,81 m ²	
Sanitaires douches + WC	7,26 m ²	Enduit au plafond Descente eau pluviale Ø 120 fibre ciment
Salle de formation et détente	20,06 m ²	
Espace fitness	19,05 m ²	Joint périphérique sur les 2 fenêtres
Bureau DPIP	9,70 m ²	Joint périphérique sur la fenêtre
RDC et 1er étage	9,45 m ²	
Escalier + placard technique	9,45 m ²	
1er étage	57,00 m ²	
WC	1,64 m ²	Enduit au plafond
Bureau N°2	20,96 m ²	Descente eau pluviale Ø 120 fibre ciment
Bureau N°1	19,59 m ²	Joint périphérique sur les 2 fenêtres
Secrétariat	9,70 m ²	Joint périphérique sur la fenêtre
Circulation + Coin imprimante	6,75 m ²	
Total	115,26 m²	

Partie bâtiment surveillant		Amiante
Locaux	Surface	
RDC		
Salle détente		Joint périphérique sur la fenêtre
Cuisine		Joint périphérique sur la fenêtre
Sanitaires		Joint périphérique sur la fenêtre
Salle TV		
RDC et 1er étage		
Escalier		
Placard sous escalier		
1er étage		Le désamiantage des fenêtres du R+1 est en option
Chambre surveillant 1		Joint périphérique sur la fenêtre
Chambre surveillant 2		Joint périphérique sur la fenêtre
Chambre surveillant 3		Joint périphérique sur la fenêtre
Chambre surveillant 4		Joint périphérique sur la fenêtre
Chambre gradé		Joint périphérique sur la fenêtre
Circulation		

2.6.3 Travaux de curage

Préalablement à la phase curage, précèdent les opérations de désamiantage, le titulaire procédera à un marquage signalétique de l'ensemble des éléments contenant de l'amiante, afin d'éviter toute dépose accidentelle hors procédures définies dans le plan de retrait.

Le titulaire a, à sa charge, l'enlèvement et l'évacuation vers les décharges appropriées, de tous les encombrants laissés dans les bâtiments concernés. Cela concerne aussi bien les appareils de gros électroménager, le mobilier, les équipements des pièces d'eau et de la cuisine, et les déchets divers y compris industriels et ménagers.

Préalablement aux opérations de démolition, il est prévu une purge du bâtiment par déconstruction de tout élément afin de revenir à la structure gros œuvre notamment cloisons plâtrières, menuiseries, équipements des pièces d'eau, plomberies, fileries électriques, réseaux de fluides.

Les déchets issus de cette phase de curage seront triés sur site, stockés dans des bennes en fonction de leur nature et de leur filière d'élimination (bois, végétaux, métaux,). La benne sera évacuée régulièrement et sera recouverte (hors période d'utilisation) d'une bâche de protection afin de prévenir tout risque de diffusion de poussières. Aucun déchet ne sera stocké en dehors de ce conteneur ni laissés le soir, de manière à maintenir en permanence un état de propreté correct sur le chantier et à éviter tout acte de malveillance.

Les déchets non inertes, dits ultimes, seront triés et feront l'objet d'évacuations vers des décharges classées ou centres d'incinération (et non brûlage sur chantier qui est interdit). Le titulaire justifiera de ces évacuations en produisant au Maître d'œuvre les bons de réception desdits centres.

Les autres déchets seront recyclés ou valorisés.

Le titulaire devra s'assurer de l'élimination de tous les produits chimiques ou radioactifs présents dans les bâtiments concernés.

Dans le cadre de la réalisation des rapports définitifs de diagnostic amiante, l'entreprise devra apporter assistance au diagnostiqueur pour la réalisation des sondages complémentaires (mise à disposition d'un opérateur amiante et des matériels nécessaires, réalisation des sondages destructifs).

Remarque

Le système de sécurité incendie et le téléphone TEL'IO seront conservés.

Présence d'amiante

Selon les différents diagnostics, de l'amiante nécessitant un désamiantage a été repéré aux endroits suivants :

- Voir le diagnostic réalisé par AMIANTE DIAGNOSTIC numéro du rapport : DISP LILLE 35085 17.06.24 A
 - Le rapport d'AMIANTE DIAGNOSTIC est le document de référence, néanmoins les éléments du désamiantage sont repris dans l'annexe 1a - Tableau dépose désamiantage gros œuvre cloisonnement
- Joints amiantés sur les encadrements des fenêtres partie surveillant du bâtiment.

Etablissement du plan de retrait

L'ensemble des Matériaux et produits contenant de l'amiante est à retirer dans les zones où les travaux de démolition sont établis. Par conséquent, le plan de retrait comportera notamment :

- Le type et les quantités d'amiante manipulés,
- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués,
- Les méthodes mises en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant,
- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux,
- Un plan indiquant le lieu de stockage des déchets temporaires avant évacuation du site,
- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier,
- Les durées et temps déterminés d'intervention en zone confinée,
- Le bilan de puissance électrique nécessaire pour la bonne réalisation des travaux,
- Les lieux programmés d'approvisionnement en eaux ainsi que les points de rejet,
- Les qualifications de l'entreprise,
- La nomenclature du déchet ainsi que le type de matériaux présent (friable / non friable),
- Les attestations de formation des opérateurs ainsi que l'effectif programmé sur site,
- Des plans précis de zones confinées d'intervention par type de matériaux amiantés et par niveaux avec localisation des sas et des équipements techniques (ces plans préciseront les emplacements des entrées et sorties d'air, des extracteurs ainsi que le début d'extraction avec le bilan aéraulique des zones présentées).

Le titulaire devra transmettre une copie des récépissés d'envoi du Plan de retrait aux organismes, dès réception.

Durant le mois d'instruction de ce plan de retrait, la maîtrise d'ouvrage pourra demander au titulaire d'organiser une réunion de présentation de ce dernier aux organismes de prévention.

Il est rappelé que le titulaire est soumis à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux prescriptions décrites dans le présent cahier des charges. Ces procédures seront complétées dès réception du rapport de repérage amiante avant travaux définitif.

Modalités de dépose des matériaux amiantés

Le titulaire devra réaliser l'analyse de risque pour chaque matériau et définir les dispositions nécessaires à mettre en œuvre pour exécuter les travaux dans les meilleures conditions possibles et en respect de la réglementation en vigueur et en anticipation des demandes particulières des organismes de prévention.

Pour chaque matériau amianté, le titulaire doit être en capacité de fournir les éléments correspondant à son analyse des risques. Pour se faire, il a les possibilités suivantes :

- Intégrer dans son plan de retrait la synthèse d'autres chantiers justifiant les choix retenus pour les protections collectives et individuelles ;
- Réaliser pour chaque matériau amianté un chantier test conformément à la réglementation en vigueur et les instructions DGT.

Pour les chantiers tests, le titulaire devra obligatoirement intervenir en adduction d'air.

Dans le cadre des travaux de retrait, les contrôles atmosphériques et d'eau, réalisés par un laboratoire agréé soumis à l'agrément du maître d'œuvre, sont à la charge du titulaire. La localisation et la fréquence de ces contrôles feront l'objet d'un document préalable soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage et devra être intégré dans le plan de retrait. Le titulaire devra prendre en compte les nouvelles dispositions liées aux prestations de métrologie ainsi que les conditions de réalisation des mesures lors des éventuels chantiers test. De plus, il devra diffuser chaque semaine un tableau récapitulatif clair des mesures réalisées avec résultats et toutes les informations permettant leur interprétation.

L'entreprise devra réaliser plusieurs points d'arrêt au cours de ses travaux qu'elle devra justifier par un document d'autocontrôle :

- Le point d'arrêt de préparation de la zone : l'entreprise vérifie avant démarrage des travaux que l'ensemble des dispositifs prévus sont en place conformément au plan de retrait (Signalisation, traitement de l'air, vestiaires, protections...)
- L'inspection visuelle après travaux de nettoyage : sa levée valide la qualité des opérations de retrait d'amiante, et permet la réception des travaux et donc la dépose des éléments de protections spécifique mis en place, et l'enclenchement des prestations de démolition.

Le titulaire devra fournir ses fiches d'autocontrôles avant de pouvoir démarrer les opérations de démolitions.

Le conditionnement, l'emballage, l'étiquetage des déchets ainsi que leur transport seront réalisés selon la réglementation amiante en vigueur. Tout déchet amianté devra être évacué de la zone avant la réalisation des mesures libératoires.

Mise à disposition d'EPI pour les intervenants

L'entreprise devra mettre à disposition l'ensemble des EPI nécessaires pour les entrées en zones des différents intervenants (maître d'œuvre, CSPS, contrôleur visuel, ...), y compris les EPI nécessaires pour les entrées en zone en phase désamiantage.

L'entreprise doit prévoir les équipements (y compris consommables) pour 5 personnes.

Réalisation de contrôles visuels

A la charge de la MOA.

Campagne de mesures environnementales

Les contrôles environnementaux, réalisés par un laboratoire agréé, sont à la charge du titulaire de la présente section technique.

L'ensemble des résultats de mesures sera communiqué à la Maîtrise d'Œuvre en temps réel y compris les mesures internes effectuées dans le cadre du référentiel de l'entreprise.

Gestion des déchets

Le titulaire aura aussi la responsabilité de tous les produits provenant des travaux de désamiantage.

Tout déchet amianté devra être évacué de la zone avant la réalisation des mesures libératoires. Le conditionnement, l'emballage, l'étiquetage des déchets ainsi que leur transport seront réalisés selon la réglementation amiante en vigueur.

Les déchets devront être stockés dans une zone clôturée et dont l'accès sera cadenassé. Une signalétique amiante devra être mise en place sur cette zone.

Le titulaire assurera, ou fera assurer, le transport des déchets conditionnés jusqu'aux centres de traitement adaptés, et une copie de l'autorisation préfectorale du transporteur sera diffusée avant tout transport de déchets amiantés.

Le titulaire est responsable de la gestion administrative des bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante et certificat d'acceptation préalable (BSDA et CAP). Aucun bordereau ne sera transmis directement au Maître d'Ouvrage, la maîtrise d'œuvre devra procéder au contrôle avant diffusion. En outre, le courtage et le négoce des déchets contenant de l'amiante sont interdits sur cette opération.

L'entreprise devra prendre en charge la gestion des déchets en direct avec les ISDND et ISDD. Il est exigé que le client des ISDD et ISDND soit l'entreprise réalisant les travaux de désamiantage. Il est

également rappelé que les FID sont de la responsabilité de l'entreprise et ne doivent pas faire l'objet d'une signature du Maître d'Ouvrage pour l'obtention des CAP

De plus, il devra diffuser toutes les 2 semaines un tableau récapitulatif clair des évacuations effectuées, et toutes les informations permettant leur interprétation. La diffusion des Bordereaux de Suivi d'Elimination de Déchets Amiantés devra être réalisée impérativement après signature du transporteur, après réception de l'éliminateur et ultérieurement après élimination de l'éliminateur. L'avancement pour la facturation des postes liés aux déchets sera fera uniquement sur la base des justificatifs d'élimination.

2.6.4 Travaux en présence de, peinture et plomb

Le titulaire procédera au traitement de ces éléments conformément à la législation en vigueur, et aux dispositions décrites dans le document « Interventions sur les peintures contenant du plomb » édité par l'INRS.

En cas de curage préalable aux opérations de déplombage, le titulaire procédera à un marquage signalétique de l'ensemble des éléments contenant du plomb, afin d'éviter toute dépose accidentelle hors procédures définies dans le plan de retrait.

Le titulaire devra conditionner les éléments déposés au fur et à mesure. Il est strictement interdit de stocker des éléments contenant du plomb hors big-bag ou container en dehors des heures travaillées. Les déchets seront dirigés vers les centres d'enfouissement techniques.

Les revêtements contenant du plomb sont traités par procédé mécanique : brossage, ponçage ou grattage.

Le choix de la technique dépend de l'état des peintures et du subjectile.

Il appartient à l'entreprise de définir les méthodologies qui lui semblent les plus adaptées aux objectifs et au planning de la mission.

2.6.5 Travaux de démolition

Le titulaire devra indiquer les caractéristiques des engins qu'elle compte mettre en action sur le site, fournir au Maître d'Œuvre les abaques et fiches techniques du matériel. Toutes les précautions utiles doivent être prises afin d'éviter toute projection de gravois sur les zones accessibles au public pendant les travaux et les bâtiments adjacents. Également des dispositifs de protections sonores et contre les émissions de poussières devront être mis en place si nécessaire.

Démolition superstructure

Pour les phases de démolition mécanique, celle-ci se fera par émiettement ou fragmentation à l'aide de pinces ou de cisailles. De plus, lorsque l'environnement proche du bâtiment le justifie, le titulaire devra mettre en place une équipe en nombre suffisant pour surveiller les zones non visibles par le conducteur de la pelle mécanique.

Le titulaire portera une attention toute particulière aux réseaux enterrés à proximité du bâtiment qu'il veillera à ne pas endommager. De ce fait, il prendra toutes les mesures de protection nécessaire à la protection de ces réseaux.

Les travaux de démolition concernent :

Partie bâtiment QSL - CPIP		Démolition - Curage
Locaux	Surface	Curage de toutes l'électricité, plomberie, CVC et menuiseries intérieures/extérieures du bâtiment partie QSL (seule la porte du pignon sera conservée)
RDC	48,81 m²	
Sanitaires douches + WC	7,26 m²	Démolition des cloisons intérieures douches-WC Dépose des bacs de douches et maçonnerie associée, des cocles de douches Dépose de la trémie technique
Salle de formation et détente	20,06 m²	Suppression d'une porte côté espace fitness Dépose de la fenêtre en pavé de verre (fenêtre centrale)
Espace fitness	19,05 m²	Dépose de la cloison en refend pour créer une seule pièce Suppression d'une porte côté salle de formation et détente
Bureau DPIP	9,70 m²	
RDC et 1er étage	9,45 m²	
Escalier + placard technique	9,45 m²	Dépose d'une fenêtre en pavé de verre (RDC)
1er étage	57,00 m²	
WC	1,64 m²	Dépose de la trémie technique Dépose de la porte existante
Bureau N°2	20,96 m²	Découpe de 2 ouvertures existantes afin d'avoir une hauteur d'allège à 1,00 m Dépose du trumeau entre les 2 fenêtres côté rours de promenade pour ne créer qu'une seule fenêtre. Dépose de 2 fenêtres en pavé de verre (fenêtres centrales) Dépose de la cloison en refend pour créer une seule pièce Dépose côté circulation de la cloison existante côté circulation Suppression d'une porte. Reprise de l'étanchéité en toiture terrasse suite à la dépose de la descente EP amiantée
Bureau N°1	19,59 m²	Suppression d'un reliquat de descente EU
Secrétariat	9,70 m²	
Circulation + Coin imprimante	6,75 m²	Dépose côté bureau N°2 de la cloison existante
Total	115,26 m²	

Partie bâtiment surveillant		Démolition - Curage
Locaux	Surface	
RDC		
Salle détente		
Cuisine		
Sanitaires		Encoffrement des canalisations à déposer puis à refaire afin de permettre la dépose l'ancienne fenêtre e
Salle TV		Dépose des pavés de verre côté rue de LOMPRESZ
RDC et 1er étage		
Escalier		
Placard sous escalier		
1er étage		
Chambre surveillant 1		
Chambre surveillant 2		
Chambre surveillant 3		
Chambre surveillant 4		
Chambre gradé		
Circulation		

2.6.6 Gestion des déchets de curage et de démolition

Le titulaire du présent lot aura la responsabilité de tous les produits provenant du curage, du désamiantage et de la démolition, il doit en assurer une traçabilité précise et régulière.

A proximité immédiate du bâtiment à démolir, le titulaire mettra en place une plateforme de tri des déchets, sur laquelle seront mises à dispositions des bennes pour chaque filière de valorisation et d'élimination.

Dans le cadre de la gestion des déchets du curage, les objectifs à atteindre par le titulaire sont les suivants :

- Réduction maximale de l'impact sur l'environnement ; réduction des nuisances et pollutions
- Privilégier les filières locales et régionales de valorisation et traitement des déchets.

L'entreprise titulaire doit particulièrement veiller à respecter l'environnement notamment en ce qui concerne les nuisances sonores, le contrôle des émissions de poussières, le tri sélectif lors des phases de déconstruction du bâtiment, et le strict respect des filières de traitement des déchets en privilégiant le recyclage et la valorisation sur la base des études faites lors de l'établissement du SOGED (Schéma d'Organisation de la Gestion et l'Elimination des Déchets).

Tout envoi de déchets en centre d'enfouissement technique nécessite obligatoirement l'accord préalable du maître d'œuvre. Le titulaire devra justifier pour chaque produit l'absence de filière de traitement, décontamination ou valorisation du déchet.

A ce jour, il est considéré que des produits tels que les vitrages et les boiseries disposent de filières adaptées autres que l'enfouissement. Le titulaire devra également étudier les filières de valorisation des cloisons plâtres, des cloisons légères et des revêtements de sol.

Le brûlage sur chantier est explicitement interdit.

Les déchets issus du curage seront triés sur site, stockés dans des bennes en fonction de leur nature et de leur filière d'élimination, de façon à privilégier la valorisation. Aucun déchet ne sera stocké en dehors de ces conteneurs, ni laissé le soir, de manière à maintenir en permanence un état de propreté correct sur le chantier et à éviter tout acte de malveillance.

Tous les déchets dangereux feront l'objet de l'établissement d'un Bordereau de Suivi de Déchet (B.S.D.).

Le titulaire doit réaliser les prestations suivantes :

- Les transports, les manutentions et le montage des matériaux et matériels, y compris matériels de manutention et de levage si nécessaire.
- Les stockages avec aménagement des zones affectées, y compris démontage et enlèvement des aménagements à l'achèvement de ses travaux. Aucun déchet ne sera stocké sur place après achèvement des travaux.
- Le matériel et les déchets sensibles devront être stockés dans des conteneurs adaptés soigneusement cadenassés.

Le titulaire justifiera les évacuations en produisant au Maître d'œuvre les bons de réception des dits centres.

Certains produits présents sur le site seront à évacuer en respectant des procédures spécifiques comme les tubes fluorescents, les détecteurs incendie par exemple ; l'entreprise devra donc présenter les différents bordereaux spécifiques de suivi de déchet (B.S.D.) ou les attestations de prise en charge de ces éléments par des organismes qualifiés (élément radioactif dans les détecteurs incendie par exemple).

Le titulaire devra tenir à jour un registre journalier relatif à l'évacuation des déchets afin de garantir la traçabilité du mode de gestion des déchets et présenter à chaque réunion un rapport détaillé du suivi et la traçabilité de tous les déchets évacués, avec indication des volumes, tonnages et destinations.

Le titulaire devra aussi se tenir à une diffusion bimensuelle des bordereaux de suivi des déchets à la maîtrise d'œuvre annexé à un tableau de suivi des déchets.

2.6.7 Dispositions pour la réduction des nuisances

L'entreprise titulaire doit également veiller à respecter l'environnement notamment en ce qui concerne les nuisances sonores et le contrôle des émissions de poussières.

Les travaux devront se dérouler impérativement les jours ouvrables de 08h00 à 18h00.

Protections et dispositifs de lutte contre les émissions sonores

Le matériel utilisé par le titulaire devra être équipé de moyens de protection sonore efficaces. Le matériel devra être aux normes européennes (attestations de conformité à transmettre).

Pour ce faire, le titulaire devra employer des matériels permettant une réduction maximale des nuisances sonores, entre autres des pinces à béton, des extracteurs d'air insonorisés...

L'utilisation de matériels très bruyants, comme le Brise Roches Hydraulique (BRH) par exemple, sera soumise à l'autorisation du maître d'oeuvre et des horaires particuliers d'utilisation pourront être imposés, sans incidence financière. Le titulaire devra justifier l'utilisation nécessaire de ce type de matériel.

Dispositifs de lutte contre les émissions de poussières

Afin de lutter efficacement contre les poussières, des dispositifs seront mis en œuvre afin de capter et rabattre les poussières :

- Arrosage à la source depuis la pince à croquer,
- Brumisateur en pied de chute des éléments démolis,
- Arrosage des gravois lors des opérations de chargement,
- Bâchage systématique des camions avant la sortie du site.

En limite de clôture, toutes les précautions utiles doivent être prises afin d'éviter toute projection hors de l'enceinte chantier.

Le titulaire mettra en place une zone de lavage pour les roues des camions.

Chaque candidat joindra obligatoirement dans son descriptif technique les dispositions et matériels prévus pour limiter ces nuisances.

2.7 Dossier des ouvrages exécutés

2 semaines avant la réception des travaux du présent lot, l'entreprise devra soumettre le projet de DOE au maître d'œuvre pour validation.

Le DOE devra comporter les documents relatifs aux travaux exécutés sur chantier, et notamment :

- Les procès-verbaux d'état des lieux, rapport de fin d'intervention comportant notamment :
 - La copie des rapports de repérage amiante avant démolition ;
 - Le plan de retrait et additif ;
 - La copie des accusés de réception du plan de retrait ;
 - La copie des PV des mesures d'empoussièrement ;
 - Les bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA, BSDD) ;
 - Les certificats d'élimination.
- Un rapport de synthèse descriptif des travaux, comprenant un historique et les points singuliers,
- Tous les documents liés aux travaux de désamiantage (plan de retrait, habilitation du personnel, fiches matériels, analyses environnementales, tableaux récapitulatifs, les certificats d'acceptation des déchets, les BSDA originaux, etc...)
- Les courriers des différents organismes (inspection du travail, CRAM ...),
- Les méthodologies et le PPSPS et ses éventuels avenants),
- Les bordereaux de suivi des déchets (avec un tableau récapitulatif),
- Un plan de récolement où figureront les réseaux, ouvrages, et équipements conservés,
- Les fiches techniques de tous les matériels et matériaux utilisés,
- Le procès-verbal de dératisation, désinsectisation et désinfection des ouvrages,
- Un dossier photographique commenté des principales phases de réalisation (plusieurs photos par semaine) disponible sur support numérique.
- Les constats après travaux de désamiantage réalisés conjointement avec la MOE attestant l'absence d'amiante.

L'attention de chaque candidat est attirée sur l'importance de ces documents.